

owner of Simpec has bet to be able to bring the Senegalese public into the cinemas. A bet which is based on a programme consisting in four points.

Shareholders: "The part reserved for the foreigners only represents 30% of the capital. 70% remains in the hands of nationals. The Senegalese State has only 8 per cent. We have allowed the ex Sidec agents to buy shares, both if grouped together in the Ges and individually. These control 23.45 per cent. As for the cinema professionals and the managers of the cinemas, these hold 24.75% of the capital. The directors, I am sorry to say, have only 1.10 per cent. Other Senegalese who are not of the sector have trusted Simpec by buying 12.70% of the shares".

Supplies: "We have not signed exclusive contracts with Cfaa although it is a shareholder of our company. We have signed a normal agreement. There is perhaps an implicit clause of preference in case of identical prices. Thus, for the essentially American films, we have contacted the Metropolitan Film Export in Paris. We have also contacted a company which is wellknown in Paris, London and Casablanca, specialized in Hindu films, the Continental Film".

African films: "I will soon meet the directors and see with them how we can contribute to the African cinema. We shall fight to sell their films at the best conditions because, obviously, we are a commercial company and our object is to make a profit. We have already given an option on Tilai by Idrissa Ouédraogo. As to other films, we still have to decide".

Partnership: We mustn't let it happen that our relationship with the owners of the cinemas is defined in terms of suppliers and managers, but rather in terms of partnership, so that a deep understanding on the films to import is established. It is necessary to give them technical assistance, because if a faulty projector ruins the film, it will be our film heritage to suffer. Therefore, we shall make checks in the cinemas and ensure the correct maintenance of the equipment. We shall purchase the necessary spare parts as quickly as possible, so that they can make the repairs rapidly, without having to close the cinemas".

Baba Diop

La production cinématographique en Afrique/MALI

L'INCONFORT DU CREATEUR

Kabine Bemba Diakité

Le cinéma malien est comme un nain à grosse tête. Le développement de sa structure cérébrale n'a aucune commune mesure avec l'atrophie de ses membres.

Le cinéma malien est capable d'éclairs de génie mais son lourd handicap physique l'empêche de s'épanouir et de s'assumer dans toute sa plénitude. Les films maliens, dont la qualité a été reconnue à travers de nombreuses distinctions, décrochées dans de prestigieux festivals comme le Fespaco, les Jcc, Cannes... sont comme l'arbre qui cache la forêt. Car, si l'on se réfère à cette moisson de médailles, on imagine que cet esprit de créativité des réalisateurs repose sur un socle en béton armé. Pure illusion, hélas! On ne peut pas dire qu'il repose dans le vide, mais les structures et les moyens dont il dispose ne répondent absolument pas au formidable élan que des cinéastes aux mains presques nues donnent au cinéma malien. Cheick Oumar Sissoko, Directeur Général du Centre National de Production Cinématographique (Cnpc) souligne que le cinéma malien bat de l'aile malgré la grande disponibilité des ses créateurs. L'éventail des maux qu'il énumère est considérable: manque de moyens financiers pour la production et l'administration, manque d'infrastructures et d'équipements, absence de réglementation et de politique clairement définies. Il ajoute que le Cnpc sur lequel devaient s'appuyer les cinéastes privés pour s'assurer la fourniture de services tant sur le plan matériel que sur le plan humain n'est pas très développé: peu de matériel de tournage, pas de table de montage pour débroussailler les rushes, pas d'auditorium, pas de laboratoire pour le mixage et le développement de la pellicule, sans compter toutes les autres carences relatives à la finition correcte d'un film. "Nous sommes obligés d'aller tout faire à l'extérieur après le tournage" reconnaît Cheick Oumar.

Certes, note-t-il, les techniciens sont là, mais ils doivent se perfectionner s'ils veulent prétendre à une quelconque compétition internationale.

Les cinéastes maliens voudraient qu'on définisse enfin une politique cinématographique, qu'on installe des structures sérieuses et qu'on canalise les efforts de l'Etat, si minimes soient-ils.

Cette situation inconfortable pour les cinéastes fait que leurs créations se font dans la douleur et de manière peu rationnelle. Tous les films témoignent donc du tour de force et de l'ingéniosité de leurs réalisateurs qui deviennent souvent aussi leurs propres producteurs. Un casse-tête d'autant plus inextricable qu'aucun réalisateur-producteur ne peut définir une démarche précise pour produire un film, puisque chaque création lui impose un parcours chaque fois différent.

Falaba Issa Traoré, réalisateur, auteur de *Bamunan* (Prix de la meilleure interprétation féminine au Fespaco 91) qui se définit comme le "galérien du cinéma malien", parle de système D (débrouillardise), du porte à porte chez les opérateurs économiques auquel il a dû se soumettre pour rassembler les fonds nécessaires à la réalisation de son projet. Mais au Mali, s'inquiète-t-il, personne ne veut investir dans la production cinématographique pour des problèmes de rentabilité financière immédiate bien sûr, mais aussi pour des raisons religieuses, et on soutient parfois, à tort, que l'Islam s'oppose à toute création d'image. Face à ces écueils, en particulier pour le financement de son dernier film *Bamunan*, il est allé jusqu'à hypothéquer sa maison auprès d'une banque de la place, la seule qui consentait finalement à lui accorder un prêt avec intérêt.

Au-delà des problèmes d'infrastructure et de fonds d'aide indispensables à l'essor d'un cinéma national, Cheick Oumar Sissoko préconise des efforts de la part des cinéastes pour minimiser les coûts de production. Il cite en exemple son dernier film *Finzan* réalisé par une équipe à 100% malienne et monté au Burkina Faso, "des démarches qui ont contribué grandement à réduire les frais mais aussi à préserver le caractère authentiquement africain du film", a-t-il souligné.

C'est là aujourd'hui au Mali un débat qui préoccupe le monde du cinéma malien: faut-il ou non faire appel à des techniciens étrangers (directeur de la photographie, ingénieur du son ...), en l'occurrence des Européens, pour réussir un film dont la qualité technique lui permette d'entrer dans la compétition internationale?

Djibril Kouyaté, premier réalisateur malien d'un film de fiction *Le retour de Tiéman* en 1967, porte son attention sur l'élaboration d'une législation du cinéma et la mise en place d'un fonds d'aide ou de production "car, si nous avons des idées, mais c'est le fonds qui manque le plus", souligne-t-il.

La rouspétance règne aussi chez les acteurs. S'ils sont

sensibles aux difficultés du cinéma malien, ils ne se sentent pas moins frustrés par le sort que leur réservent l'Etat et certains réalisateurs. Lors du Fespaco 91, un débat avait opposé des réalisateurs maliens à certains de leurs comédiens dans la presse burkinabé. Ils se sentaient piégés par les réalisateurs qui abusaient de leur ignorance de débutants au moment de la signature des contrats, contrats que parfois même ils ne respectaient pas. Aussi, les comédiens reprochent aux autorités par l'intermédiaire du Bureau Malien des Droits d'Auteur, un organisme d'Etat, de les considérer comme quantité négligeable en ne les protégeant pas. Ils réclamaient donc que les droits d'auteur qui ne couvrent que les réalisateurs et les scénaristes, s'étendent à eux. Ce qui n'est pas encore effectif jusqu'à ce jour.

Les acteurs de cinéma ne font pas légion au Mali et en autre ils sont mal organisés et mal formés. Balla Moussa Kéita, l'acteur fétiche de Souleymane Cissé, qui lui a accordé cette année le prix N'Fa Cissé (qui récompense tous les deux ans la femme ou l'homme qui aura le plus marqué les arts et les lettres au Mali) et le prix de la meilleure interprétation masculine au Fespaco '91, considère à cet effet qu'il n'y a pas d'acteurs de cinéma au Mali, mais seulement des bonnes volontés. "Nous sommes des débrouillards" avance-t-il.

Ce sont tous des amateurs, au meilleur des cas des comédiens de théâtre. Ils ne passent sur les écrans que tous les deux ans si tout va pour le mieux, au rythme de la production nationale, à l'exception de Balla Moussa Keita sollicité par la plupart des réalisateurs maliens (Souleymane Cissé, Cheick O. Sissoko, Adama Drabo, Kalifa Dienta) et même par quelques étrangers. Il estime qu'un acteur au Mali, si l'on peut l'appeler ainsi, est sous-payé et très peu employé. L'exploitation et la distribution ne sont guère mieux loties. Là, un désordre immense règne, l'Office Cinématographique National (Ocinam) qui avait été offert par l'ex-Chef de l'Etat à un de ses parents et qui contrôle l'essentiel des 75 salles du pays, se trouve en cessation de paiement, malgré les tentatives de récupération. Les salles et le matériel sont artisanaux. Les fournisseurs étrangers et nationaux ont cessé tout commerce avec lui, du fait que la location des films n'était plus payée. Et comme il fallait s'y attendre, la précarité de cette infrastructure technique et une mauvaise distribution des films importés ont une influence négative sur la fréquentation des salles de cinéma déwertées par les spectateurs.

Le spectateur malien ne comprend pas comment les films africains dont il est si friand, ne lui parviennent qu'au compte-goutte. Les films qui, par dizaines passent tous les deux ans au Fespaco ou à Carthage, où vont-ils? A quel public sont-ils destinés? Souleymane Cissé explique ce phénomène par le fait que les



A DIFFICULT SITUATION FOR THE DIRECTOR

The Mali cinema is like a dwarf with an enormous head. The extraordinary development of its brain structure is decidedly out of proportion to the atrophy of its limbs.

The Mali cinema shows his capacity for flashes of genius, the more his intense physical handicap prevents him from fully expressing himself, from accepting himself entirely. Mali's films, whose quality has been recognized by several awards obtained at wellknown festivals like Cinema's and Television's Panafrikan Festival of Ouagadougou (Fespaco), the Cinematographic Days of Carthage (Jcc), Cannes.... are like a tree which hides a forest. In fact, if one considers the collection of medals, one is led to imagine that the directors' creativity is raised on a reinforced concrete basis. Unfortunately, this is pure illusion. As a supporting basis perhaps there isn't an

circuits de distribution en Afrique échappent complètement aux Africains. Pour lui, "les compagnies européennes et américaines y assurent un monopole de fait en empêchant le développement du cinéma africain sur notre continent pour pouvoir y déverser leurs films et leurs idéologies". Cheick Oumar Sissoko partage lui aussi cette opinion et affirme que "nous autres africains nous ne sommes que des seconds couteaux en matière de distribution, à côté des multinationales qui imposent leurs conditions au bénéfice des films du Nord et au détriment des nôtres qui sont bloqués, même sur nos écrans". Le cinéma malien a besoin d'un second souffle pour monter d'un cran. Les sacrifices des cinéastes l'ont hissé à un niveau estimable. Cette pratique qui relève de l'amateurisme a fait ses preuves mais aussi montré ses limites. Le bond qualitatif ne peut s'opérer que sur la base d'une politique rationnelle impliquant l'Etat et les opérateurs économiques. La nouvelle ère de démocratie que vit le Mali peut-elle sortir de l'ornière un cinéma dont les animateurs se voyaient jusque là marginalisés par des autorités qui ne cessaient de leur répéter invariablement que la priorité à l'autosuffisance alimentaire ne laissait que la portion congrue aux loisirs?

Film production in Africa/MALI

empty space, but the structure and the means are insufficient for the formidable impulse given to Mali's cinema by film-makers who are nearly devoid of instruments.

Cheick Oumar Sissoko, manager of the Centre Nationale de Production Cinématographique (Cnpc) emphasizes the fact that Mali's film industry is in difficulty notwithstanding the availability of directors. The series of discomforts he identified is considerable: lack of funds for the production and administration, lack of facilities and equipment, lack of regulations and of a well-defined policy. Even the Cnpc, which the private film-makers should turn to for the supply of services, both on the material and human level, is not, in his opinion, very advanced. It has very little shooting material, it does not possess a moviola in order to be able to select the daily shooting, nor a listening-room, nor a laboratory for film developing and mixing, without counting the other film finishing processes. "After the shooting we are obliged to have everything done outside" Cheick Oumar admits. Of course, he observes, the technicians exist, but they need to learn in order to reach the level required by international competition.

On every occasion which arises, Mali's film-makers ask for the definition of a cinematographical policy and the creation of suitable facilities equipped with the necessary means, as well as a better canalization of the assistance, even if minimum, from the State. This difficult situation for the film-makers means that their work is carried out in suffering and in a not very rational way. Therefore every film made represents a test of ability and brains on the part of the director who frequently is also the producer of his film. And an even more inextricable problem in that no director-producer can define a precise procedure for the production of a film, because each film requires its own course, different from the one used for the previous films.

The director Falaba Issa Traoré, the author of Bambunan (a prize-winner for the best female interpretation at Fespaco '91), who defined himself as the "galley slave of Mali's cinema", speaks of the art of "getting along", of the door to door quest he carried out in order to get financial support from the economic world. But in Mali, he says worriedly, no private person wants to invest in the production of films, not only for reasons of guarantee of immediate financial profitability, but, at times, for religious reasons as well, maintaining, mistakenly, that Islam opposes any realization of images. In the face of these obstacles, especially for the financing of his last film Bambunan, he even resorted to mortgaging his house with a local bank, the only one which eventually agreed to grant him a loan against interest. Apart from the problems related to facilities and

financing, fundamental for the development of the national film industry, Cheick Oumar Sissoko urges the film-makers to do everything possible to minimize production costs. He gives as an example his last film *Finzan*, made by an équipe consisting entirely of inhabitants of Mali and edited in Burkina Faso, "these are choices which have largely contributed towards reducing the costs, but also to preserve the authentically African character of the film", the author points out. And it is for this reason that a debate is currently taking place in Mali, which is shaking the cinema world: is it necessary or not to appeal to foreign technicians (photography directors, sound technicians), in this case European, in order to make a film of technical quality capable of standing up to the international competition, considering the insufficient experience of Mali technicians?

Djibril Kouyaté, Mali's first director of a fiction film *Le retour de Tiéman* in 1967, is concentrating his attention on the drafting of a legislation of the cinema and the creation of a financing or production fund "because the ideas exist, but the funds are lacking", states the director.

The discontent also reigns in the actors' sector. Although they are sensitive to Mali's cinema difficulties, they feel frustrated by the fate reserved for them by certain directors and by the State. During *Fespaco '91*, through the Burkina Faso press, there developed a discussion which opposed some Mali directors to some of their actors. The latter considered themselves to be caught in a trap by contracts not respected by the directors or stated that they had taken advantage of their ignorance as beginners when signing the contracts. Besides, the actors reproached the authorities, through the intermediary of the Bureau Malien des Droits d'Auteur, a State organization, for considering them as a negligible number and for not protecting them. They claimed, therefore, that royalties, which are only paid to directors and scriptwriters, should also be acknowledged to them. Which up until today has not yet been done.

Film actors are not numerous in Mali, they are badly organized and do not have a good training. Balla Moussa Kéita, the mascot actor of Souleymane Cissé - who this year awarded him the N'Fa Cissé prize (which every two years rewards the man or woman who has most influenced the artistic and literary life of Mali) and the award for the best male interpretation at *Fespaco '91* - considers in this respect that there are no actors in Mali, but only persons of goodwill. "We are smart!" he states.

They are all amateurs or, in the best of cases, theatre actors. They work in a film, if things go well, every two years, according to the rate of the national production, with the exception of Balla Moussa Kéita.

asked for by the greater part of the Mali directors (Souleymane Cissé, Cheik Oumar Sissoko, Adama Drabo, Kalifa Dienta) and also by some foreign director. Balla Moussa Kéita maintains that in Mali an actor, if he can be called such, is underpaid and is given very little work.

The utilization and distribution are not much more favoured. In this sector chaos reigns. This is caused by the fact that the Cinematographic National Office (Ocinam) which was offered, without the minimum charge, by the ex Chief of State to one of his relations and which controls the main part of the 75 cinemas of the country, has found himself obliged to block the payments in spite of attempts made in order to try to recover it. These are amateur cinemas, with obsolete rooms and materials. The suppliers, both foreign and national, have ceased all commercial activities with Ocinam, due to the fact that the hire of films was no longer paid. And, as could be expected, the precariousness of this technical facility and a bad distribution of the imported films have negatively influenced the frequentation of the cinemas, deserted by the public.

The Mali spectator does not understand why the African films which he likes so much, only arrive to him in dribs and drabs. The films which pass in tens every two years at *Fespaco* or at *Carthage*, where do they end up? To what public are they destined? people ask. Souleymane Cissé explains this phenomenon with the fact that the distribution circuits in Africa completely elude the Africans. "The European and American companies ensure the monopoly by creating obstructionism to the African films in order to prevent the evolution of cinematography in our continent, with the aim of making it the discharge point of their works, of their way of thinking and of their consumers culture", he states. Cheick Oumar Sissoko is of the same opinion and confirms that "we Africans are only onlookers with regard to the side distribution by the multinational companies, which impose their conditions to the benefit of the films from the North and to the detriment of ours, blocked even on the level of our screens". The Mali film industry needs a second impulse for a new stage in its evolution. The sacrifices made by the film makers have brought it to a respectable level. This experience, which has raised it from an amateur level, has shown off its potential and its limits. A good quality can only be achieved on the basis of a rational policy which involves the State and the business world. Can this new era of democracy experienced by Mali come out of the usual schemes with a cinema whose fans/amateurs have always been excluded by the authorities who repeated unfailingly that the priority for food self-sufficiency left little space for amusements?